

PRESIDENTIELLE & LEGISLATIVES 2017

VERS LE HAUT

PLAIDOYER

MOBILISATION GENERALE POUR L'EDUCATION !

#MobilisationGénérale

12 propositions
en faveur de la jeunesse & de l'éducation



www.verslehaut.org

#MobilisationGénérale

APPEL A LA MOBILISATION GENERALE

Face à la crise éducative, des initiatives se développent dans toute la France. Dans les familles, les écoles, les associations, les entreprises, les communes... Pourtant, les blocages persistent et l'urgence nous presse : échec scolaire, chômage des jeunes, décrochage d'une partie croissante de la jeunesse, déracinement culturel et tensions sociales croissantes...

Il est temps de sortir des carcans idéologiques, des pesanteurs institutionnelles, du poids des habitudes pour relancer tous ensemble un **pacte éducatif** associant largement les forces vives de notre pays.

Quelle que soit la majorité au pouvoir, ce sera un enjeu majeur du prochain quinquennat.

#MobilisationGénérale

La meilleure réponse durable...

L'éducation est la meilleure réponse durable aux grands défis économiques, sociaux et culturels de la France. C'est notre conviction.

Cela n'enlève rien aux autres formes de réponses mais **rend indispensable une mobilisation générale de la société française en faveur de la jeunesse.**

Alors que notre pays est fragilisé par le doute et les divisions, cette mobilisation peut contribuer à rassembler les citoyens de tous horizons, avec une ambition : transmettre un patrimoine partagé pour permettre aux nouvelles générations de construire l'avenir avec espérance.

C'est à cette mobilisation sans faille que nous invitons les candidats aux élections présidentielle et législatives de 2017. Bien sûr, la sortie de crise ne dépend pas uniquement de résultats électoraux ou de projets de lois – chacun d'entre nous est concerné et doit s'engager ! – mais le prochain Président de la République, son Gouvernement et les futurs députés auront un rôle majeur à jouer.

Nous regarderons donc avec attention comment les candidats aux élections présidentielle et législatives se positionneront par rapport aux propositions que nous avançons. Ces propositions s'inspirent d'initiatives de terrain qui font déjà leurs preuves, elles ont été élaborées grâce à l'implication d'acteurs de l'éducation, d'experts, de jeunes et de familles.

Il ne s'agit pas de définir une fois pour toutes un modèle théorique, valable en toutes circonstances, pour tous les jeunes de tous les âges. Cette prétention est un défaut majeur du débat sur l'éducation en France. Nous avons au contraire la conviction qu'il faut davantage prendre en compte le réel, dans toute sa diversité.

A partir d'un regard plein d'espérance sur la jeunesse, nous voulons aider chaque jeune à grandir et à devenir une personne libre, responsable, reliée aux autres.

Renouer avec la confiance par l'éducation, voilà une belle aventure pour la France en ce début de XXI^{ème} siècle !





12 PROPOSITIONS

2017

- 1/ Commençons le prochain quinquennat par des "Etats Généraux de l'Education" p.5
- 2/ Faisons du soutien aux parents un axe prioritaire de la politique familiale.....p.6
- 3/Attirons, formons et fidélisons les talents au service de l'éducation..... p.8
- 4/ Faisons des établissements la clé de voûte du système scolaire p.10
- 5/ Ecole : passons de la sélection par l'échec au développement des talents de chacun..... p.12
- 6/ Développons les formations techniques et professionnelles comme voies d'excellence.... p.14
- 7/ Levons les obstacles qui freinent l'entrée des jeunes dans la vie active..... p.16
- 8/ Permettons à chacun de bien partir dans la vie, notamment les plus fragiles..... p.17
- 9/ Simplifions la gouvernance des politiques éducation/jeunesse..... p.18
- 10/ Mettons le numérique au service de l'éducation..... p.19
- 11/ Eduquons les jeunes dans toutes leurs dimensions..... p.20
- 12/ Eduquons pour vivre, grandir, construire ENSEMBLE p.21



1/ COMMENÇONS LE PROCHAIN QUINQUENNAT PAR DES « ETATS GENERAUX DE L'EDUCATION »

- **L'éducation ne se réforme pas par décret.** Elle doit d'abord mobiliser des femmes et des hommes de tous horizons. Oui, mobiliser toutes les bonnes volontés est un préalable !
- Nous proposons d'impliquer TOUS les acteurs de l'éducation – familles, Etat, collectivités locales, mouvements de jeunesse et d'éducation, associations, entreprises, syndicats... - pour dépasser ensemble les blocages qui paralysent le système.
- **Il est temps de sortir du tête-à-tête entre le ministère de l'Éducation et les syndicats.** Il est temps d'en finir avec les approches corporatistes ou cloisonnées, réservées aux spécialistes.
- **En 2 mois de négociations mobilisant des acteurs de tous horizons, après une phase de concertation en régions, il s'agira de définir au niveau national une feuille de route claire sur les grandes priorités éducatives pour la prochaine décennie.**



2/ FAISONS DU SOUTIEN AUX PARENTS UN AXE PRIORITAIRE DE LA POLITIQUE FAMILIALE

- Le temps est révolu où certains considéraient qu'il fallait faire sans les familles, voire contre les familles. **Les parents sont les premiers éducateurs de leurs enfants et une meilleure implication des familles est un levier de la réussite à tous les niveaux** (scolaire, social...). C'est aussi souvent la solution la plus « économique » pour les deniers publics.
- Cependant, **beaucoup de parents - de toutes conditions sociales - se sentent démunis face aux difficultés de l'éducation**. La fragilité des familles est d'ailleurs l'une des causes majeures de la crise éducative. Au lieu d'être délégitimés, les parents ont besoin d'être soutenus, accompagnés, responsabilisés.

- **Nous proposons de faire du soutien à la parentalité un pilier à part entière de la politique familiale française.** Cela passe par :
 - ⇒ une information très large sur les dispositifs proposés aux parents ;
 - ⇒ un renforcement des financements et de l'évaluation des dispositifs ;
 - ⇒ un changement de posture de la part des professionnels de l'éducation ;
 - ⇒ une meilleure coordination et un développement des actions qui visent à renforcer à tous les niveaux les alliances éducatives.
- **Chaque famille, selon sa situation et ses besoins, doit pouvoir bénéficier gratuitement d'un dispositif de soutien et d'accompagnement.**
 - ⇒ Parmi les dispositifs de terrain qui existent et qu'il faut déployer à grande échelle : Maisons des familles, mallettes des parents, chantiers éducation, cafés des parents, écoles des parents, conseil conjugal et familial...
- **Le développement de crèches dans les quartiers populaires doit aussi être un moyen privilégié pour proposer un accompagnement aux familles les moins favorisées et œuvrer en faveur de l'égalité des chances, dès le plus jeune âge.**



3/ ATTIRONS, FORMONS & FIDELISONS LES TALENTS AU SERVICE DE L'EDUCATION

- Il n'y a pas de bon système éducatif sans bon éducateur. Or, la France est touchée par une profonde crise des vocations éducatives. Les éducateurs, notamment les enseignants, souffrent d'un manque de reconnaissance. Ils sont traités comme des « numéros » et leurs mérites ne sont pas valorisés. Pire, on les accuse implicitement d'être les complices de l'inégalité scolaire.
- **Nous souhaitons une forte revalorisation de la vocation éducative dans notre société :**
 - ⇒ **Un moratoire sur les critiques adressées aux enseignants, dans nos familles, dans les discours politiques...**

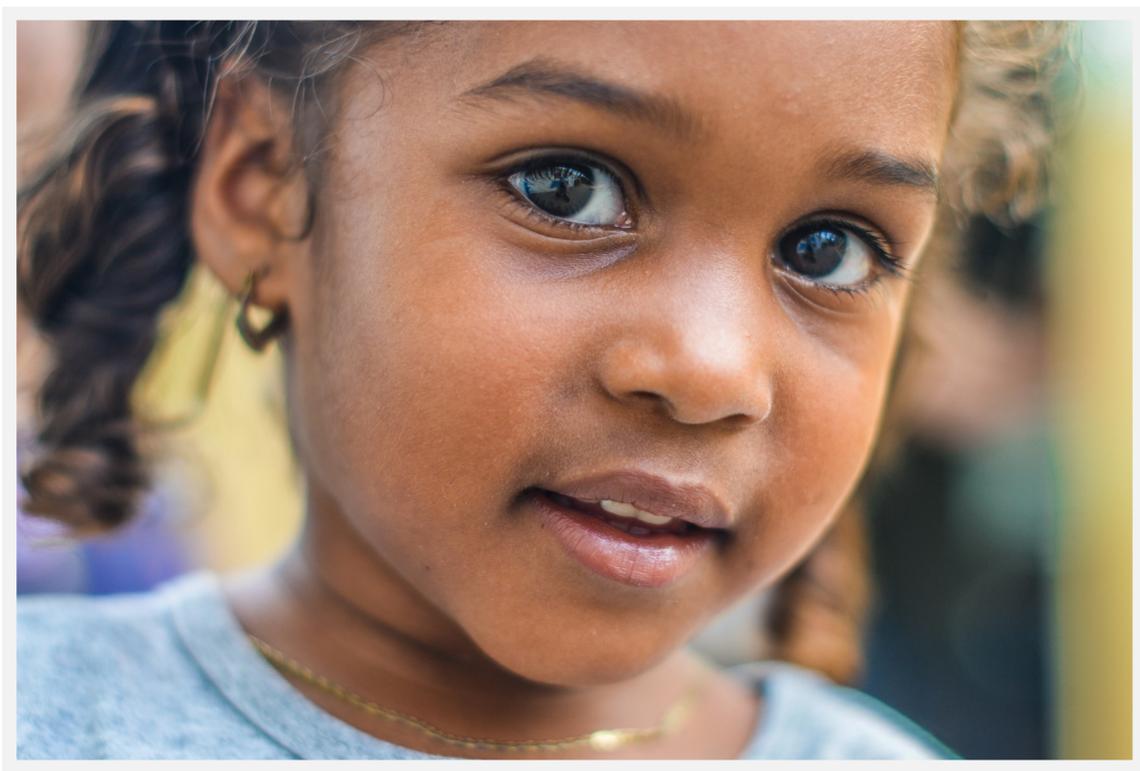
- ⇒ **Une remise à plat du temps de travail des enseignants qui tienne compte - sur une base annuelle - du temps passé devant les élèves et des autres missions :** préparation et corrections, travail en équipe, aide à l'orientation, relations avec les familles...

- ⇒ **Une gestion des ressources humaines qui prenne en considération les besoins et les talents :**
 - ✓ Donnons un rôle clé aux chefs d'établissement pour le recrutement et l'évaluation ;
 - ✓ Abandonnons les mécanismes aveugles de gestion de ressources humaines et généralisons le recrutement sur « postes à profils », valorisant les compétences à partir des besoins des établissements ;
 - ✓ Développons la mobilité des enseignants au sein de l'Education nationale et au-delà (tous les 5 ans, changement soit de classe, soit de niveau, soit d'établissement...);
 - ✓ Développons les postes intermédiaires d'encadrement dans les établissements pour renforcer les évolutions de carrière ;
 - ✓ Imposons le tutorat pendant les 5 premières années d'expérience professionnelle ;
 - ✓ Transformons le mode de titularisation (après 3 ans d'enseignement, et non sur concours).

- ⇒ **Une hausse des rémunérations, particulièrement en début de carrière, et une meilleure prise en compte de l'investissement des enseignants dans la rémunération.**

- ⇒ **Une remise à plat de la formation des éducateurs et enseignants :**
 - ✓ Diversifions les voies d'accès et de formation aux métiers ;
 - ✓ Insistons sur la formation humaine, anthropologique, philosophique, psychologique, pédagogique...
 - ✓ Faisons des écoles de formation des lieux d'excellence, en lien avec les enseignants de terrain et la recherche internationale.

- ⇒ **Un développement des espaces d'échanges et de travail collaboratif pour sortir les enseignants de l'isolement.**



4/ FAISONS DES ETABLISSEMENTS LA CLE DE VOÛTE DU SYSTEME SCOLAIRE

- Les réformes éducatives sont vouées à l'échec quand elles sont décidées depuis la rue de Grenelle, sans tenir compte de ce qui se vit dans les classes, pour les élèves et les enseignants. Faisons davantage confiance aux acteurs de terrain !
- Ce sont les établissements scolaires qui doivent devenir la clé de voûte du système, avec une responsabilisation des équipes de direction, pour prendre en compte les besoins de chaque élève, pour s'adapter aux réalités locales et pour développer des projets pédagogiques attractifs pour les familles.

- **Dans une logique de contractualisation avec les rectorats, nous proposons d'accorder une grande autonomie aux établissements scolaires, en responsabilisant les équipes de direction**
 - ⇒ **dans le recrutement et l'évaluation des équipes éducatives ;**
 - ⇒ **dans la définition d'un projet pédagogique adapté, à partir des orientations nationales ;**
 - ⇒ **dans l'utilisation des moyens humains et financiers pour mettre en œuvre le projet pédagogique.**
- Cette autonomie aura pour contrepartie une plus grande évaluation et une plus grande responsabilité à l'égard des rectorats, des familles et des collectivités locales.
- La gouvernance des établissements devra être renforcée : consolidation des conseils d'administration, constitution de véritables équipes de direction impliquant des enseignants, renforcement de la formation des directeurs...
- Cette autonomie doit permettre de faire vivre de véritables « communautés scolaires », avec des temps de partage, des signes distinctifs pour les établissements qui le souhaitent, une plus forte implication des familles...



5/ ECOLE : PASSONS DE LA SÉLECTION PAR L'ÉCHEC AU DÉVELOPPEMENT DES TALENTS DE CHACUN

- De plus en plus d'élèves décrochent, ne maîtrisant plus les compétences et savoirs fondamentaux, tandis que le système scolaire risque de se réduire à une machine à trier, conçue idéalement pour former des BAC+5, et éjectant les autres progressivement...
- N'ayant pas assez tiré les conséquences d'un changement d'échelle au cours du siècle passé, le système actuel est trop rigide, incapable de s'adapter aux besoins des familles et aux difficultés de ceux qui - de plus en plus nombreux - ne « rentrent pas dans le moule ».
- La transmission culturelle est aussi en échec, avec pour conséquence un « choc des incultures » qui fragilise notre société tandis que l'origine sociale des élèves est plus déterminante en France que dans les autres pays de l'OCDE.
- L'enjeu est de permettre à chaque jeune de développer son potentiel au maximum, tout en veillant au partage de la culture française et à la réduction des déterminismes sociaux dans l'orientation.

Nous proposons pour l'école maternelle et primaire :

- **Un accès à l'école dès 2 ans pour les familles défavorisées qui le souhaitent et qui doivent être sensibilisées à l'intérêt de cette démarche :**

#MobilisationGénérale

- **Un investissement massif dans l'enseignement de la lecture, de l'écriture et du calcul :**

- ⇒ davantage de moyens dans les établissements fragiles ;
- ⇒ une meilleure évaluation et diffusion des méthodes et innovations qui font leurs preuves – sur des bases scientifiques.

- **Un souci de la transmission culturelle et de la personne dans toutes ses dimensions :**

- ⇒ avec une approche moins conceptuelle de l'histoire, et une articulation entre les histoires familiales et la grande histoire ;
- ⇒ avec l'enseignement de la laïcité et des faits religieux dès le primaire... ;
- ⇒ avec la prise en compte de l'enfant dans toute sa richesse (« les élèves ne sont pas des cerveaux sur pattes ») : gestion des émotions, éducation affective et relationnelle, ouverture artistique et sportive...

Nous proposons pour le collège et le lycée :

- **Beaucoup plus de souplesse, pour diversifier les parcours et les voies de réussite, sans enfermer les jeunes dans un schéma unique.**

- **Un renforcement de l'orientation, tout au long de la scolarité :**

- ⇒ un rendez-vous annuel entre l'élève et un enseignant pour faire le point sur ses goûts, ses talents, ses faiblesses, ses aspirations... ;
- ⇒ des ateliers réunissant les parents, les enfants et l'équipe éducative, au sein de l'établissement, pour les accompagner dans le discernement, dans l'esprit de « la mallette des parents ».

- **Nous devons encourager la mixité scolaire, par choix, plutôt que par contrainte – avec des zones regroupant plusieurs établissements, chacun développant un projet pédagogique spécifique attractif.**

- ⇒ En complément :

- ✓ Confier la gestion d'établissements en difficulté à des établissements attractifs (avec partage d'une identité, d'équipes enseignantes...);
- ✓ Développer les transports scolaires banlieues-centre ville et renforcer le financement public des internats.

- ⇒ Nous invitons également l'enseignement sous-contrat :

- ✓ à une politique plus audacieuse en matière de mixité dans les établissements existants ;
- ✓ à une politique d'ouverture d'établissements ciblant les jeunes en difficultés, avec des approches adaptées.

- **Nous soutenons le développement de financements publics pour des dispositifs innovants qui se consacrent à des élèves en situation d'urgence éducative, avec une liberté de moyens et une évaluation rigoureuse des résultats** (micro-lycées, dispositifs de lutte contre le décrochage scolaire, écoles privées sous-contrat ou hors-contrat ciblant des populations défavorisées, écoles de production...).



6/ DEVELOPPONS LES FORMATIONS TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES COMME VOIES D'EXCELLENCE

- La dévalorisation des filières professionnelles est l'un des plus grands échecs de notre système de formation. Ce constat est hélas ancien et les évolutions sont lentes. Le changement dépend de l'école. Mais pas seulement... Le monde du travail (entreprises, associations, fonction publique...) n'est pas assez impliqué dans l'éducation et la formation. Il faut renouer une alliance constructive entre ces univers, pour le bien des jeunes.
- **Nous proposons une refonte totale de l'enseignement professionnel, particulièrement du bac pro,** pour qu'il privilégie une vraie pratique du métier – dans des conditions réelles - : soit en apprentissage dans les entreprises ; soit au sein de l'établissement, sur le modèle des écoles de production (1/3 de formation générale – 2/3 de pratique professionnelle).
- **Nous proposons le renforcement des dispositifs d'accompagnement éducatif des jeunes en apprentissage de niveau CAP/Bac Pro,** pour prévenir les ruptures

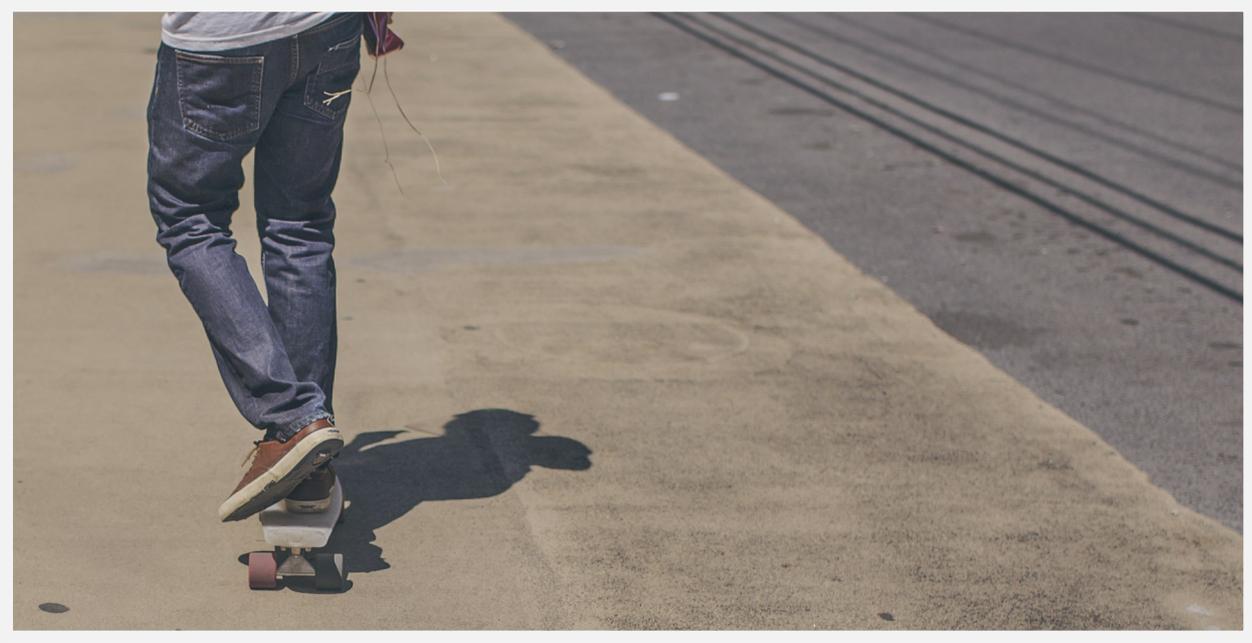
de contrat d'apprentissage (près de 30% pour les jeunes peu formés, surtout dans les TPE/PME).

- Les entreprises qui s'engagent à accueillir des jeunes en alternance doivent pouvoir compter sur un « interlocuteur relais » qui assure un suivi éducatif.
- La revalorisation des filières professionnelles passe aussi par un changement dans le monde du travail : l'ascension sociale ne doit plus relever seulement du diplôme, mais aussi de l'entreprise.
 - ⇒ **Nous invitons les grandes entreprises à mettre en place des programmes « hauts potentiels » pour les jeunes qui sont embauchés après une formation courte, et à veiller à proposer de meilleurs parcours d'ascension sociale à leurs salariés.**
 - ⇒ A quand un salarié, recruté après une formation technique, qui deviendrait membre d'un comité directeur d'une grande entreprise à la suite d'une progression professionnelle ?
- **Nous souhaitons une politique beaucoup plus volontariste en matière de formation tout au long de la vie, avec des financements facilités pour les salariés qui ont suivi des filières courtes et qui souhaiteraient reprendre leurs études en cours de vie professionnelle.**
 - ⇒ La formation professionnelle actuelle bénéficie particulièrement aux salariés qui ont déjà reçu une formation initiale poussée. Il faut inverser la logique.



7/ LEVONS LES OBSTACLES QUI FREINENT L'ENTRÉE DES JEUNES DANS LA VIE ACTIVE

- Le marché du travail français reste marqué par la rupture « insider/outsider » qui rend la situation très difficile pour les jeunes, notamment les moins formés. Au-delà des questions de formation, de droit et de coût du travail qui ne relèvent pas de notre champ d'expertise :
- **Nous soutenons la pérennisation de la « Garantie jeunes » pour les jeunes en recherche d'emploi qui ne peuvent pas bénéficier du soutien de leur famille, en insistant sur la nécessité d'un accompagnement intensif vers l'emploi. Rien ne serait pire que de se contenter du versement d'une prestation qui se transformerait en minimum social sans perspective...**
- **Nous appelons à une simplification drastique des dispositifs d'aide à l'emploi des jeunes** : la multiplicité des acteurs et des modes d'interventions rend les choses coûteuses, inefficaces et illisibles pour les jeunes.
- **Nous invitons les entreprises à s'investir résolument dans la conception des dispositifs de formation des jeunes (en amont, en lien avec les établissements / en aval, au sein de l'entreprise).**
 - ⇒ Plutôt que de se plaindre du système éducatif, pour faire face à la pénurie de jeunes formés, des entreprises participent avec succès au déploiement de dispositifs de formation *ad hoc*. Pourquoi cette approche « gagnant-gagnant » ne serait-elle pas développée dans tous les secteurs en tension ?



8/ PERMETTONS A CHACUN DE BIEN PARTIR DANS LA VIE, NOTAMMENT LES PLUS FRAGILES

- La question du logement est particulièrement préoccupante pour toute une partie de la jeunesse. **Nous demandons le lancement d'un plan d'urgence pour le logement des moins de 25 ans et un renforcement de la fluidité du logement social en faveur des jeunes générations.**
 - ⇒ Une partie du parc HLM est occupée par des personnes qui - du fait d'évolutions salariales ou familiales - ne correspondent plus aux critères de départ. Faire payer des surloyers ne résout pas les difficultés d'accès des jeunes. Il faut reconsidérer le logement social comme une première étape dans un parcours résidentiel.
- Les jeunes qui sortent de l'Aide sociale à l'Enfance à leur majorité ont le droit à un soutien particulier de la Nation. On leur demande aujourd'hui davantage qu'à des jeunes majeurs soutenus par leur famille, alors qu'ils ont à faire face à des difficultés souvent plus lourdes. Certains conseils départementaux s'impliquent en la matière. D'autres non. **Nous demandons la pérennisation ou le déploiement de « contrats jeunes majeurs » à l'échelle nationale, afin d'accompagner au-delà de leurs 18 ans les jeunes qui en ont besoin et qui sortent de l'Aide sociale à l'Enfance.**
- **Quant aux jeunes migrants non accompagnés, investir dans leur formation pour les laisser tomber à leur majorité est un gâchis humain,** pour eux et pour la France. Une simplification des démarches administratives visant à régulariser leur situation à la majorité permettrait de mieux reconnaître et encourager leur volonté d'intégration.



9/ SIMPLIFIONS LA GOUVERNANCE DES POLITIQUES ÉDUCATION/JEUNESSE

- Les politiques publiques en matière d'éducation et de jeunesse sont souvent très cloisonnées, certains acteurs étant spécialistes du scolaire, d'autres « du reste », alors même que l'efficacité passe par des alliances éducatives très larges.
- **Nous proposons la création d'un grand ministère de l'Education et de la Jeunesse, fusion des ministères de l'Education nationale et de la Jeunesse.**
- Le rôle des collectivités locales est de plus en plus important en matière éducative. **Nous proposons la création d'un observatoire classant chaque année les initiatives des collectivités locales afin de faire remonter les bonnes pratiques et d'en favoriser l'évaluation et la diffusion.**



10/ METTONS LE NUMERIQUE AU SERVICE DE L'EDUCATION

- Notre société est profondément transformée par le numérique et le développement technologique. Deux attitudes sont tout aussi condamnables : une soumission naïve à l'emprise de la technologie et du marketing, sans aucun recul ; une fermeture à tout le potentiel que peut représenter cet outil quand il est bien maîtrisé.
- **Nous plaillons pour un financement accru de la recherche (notamment en neurosciences) pour mieux mesurer l'impact du numérique sur l'éducation et pour innover de façon intelligente.**
- **Nous appelons également à un investissement renforcé dans la production des contenus éducatifs numériques français** : des investissements très importants ont été réalisés en équipement, mais cela n'a aucun impact ou devient néfaste quand les contenus ne sont pas à la hauteur ou sont développés sans prise en compte des enjeux culturels français.
- Par ailleurs, **il est indispensable de renforcer** :
 - ⇒ **la formation des enseignants aux pratiques liées au numérique ;**
 - ⇒ **l'appui aux parents et aux éducateurs sur les nouvelles questions éducatives liées à la généralisation des écrans...** Sur le modèle des campagnes de santé publique, le rappel de principes de base – en matière d'écrans, de règles de sécurité numériques, de sommeil... - serait utile pour aider les familles à faire face à ces nouveaux défis.



11/ EDUQUONS LES JEUNES DANS TOUTES LEURS DIMENSIONS

- Les décideurs publics ont tendance à réduire la question éducative à la question scolaire, en oubliant tous les autres acteurs qui contribuent à l'éducation d'un jeune : mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, clubs sportifs, associations, mouvements confessionnels...
- Quant au système scolaire français, en dépit des nombreuses initiatives portées par les enseignants, il a parfois tendance à réduire les enfants à leur seul intellect.
- **Nous plaidons pour la prise en compte du jeune dans toutes ses dimensions et donc pour la nécessité de développer, au sein de l'école ou dans les autres cadres éducatifs, l'éducation bienveillante ; la gestion des émotions ; la découverte du silence et de l'intériorité, le travail en équipe et la coopération ; l'ouverture culturelle et spirituelle ; le respect et le soin du corps et de l'environnement.**
- **Les politiques de prévention des conduites à risques et des addictions doivent impérativement s'inscrire dans cette approche globale de la personne humaine**, tout au long de la vie. Une approche purement hygiéniste ou technique – par exemple, s'agissant des questions d'éducation à la sexualité – n'est pas à la hauteur des enjeux.



12/ EDUQUONS POUR VIVRE, GRANDIR, CONSTRUIRE ENSEMBLE

- L'éducation ne vise pas seulement à former des individus indépendants les uns des autres. C'est aussi un levier pour renforcer ce qui nous rassemble et donner des fondations solides à un projet d'avenir partagé.
- **Nous invitons notamment à miser sur la culture et les humanités, même pour des jeunes qui suivent des cursus scolaires professionnels.**
- **Nous invitons à renforcer la cohésion sociale au sein des établissements scolaires** : développement du tutorat entre élèves, des équipes inter-âges, des projets d'établissements (radio scolaire, entrepreneuriat, tenues distinctives...).
- **Nous voulons soutenir les actions, notamment associatives, qui permettent aux jeunes de vivre l'amitié**, au-delà des différences d'origine, de milieu social, de formation, de confession, de conviction, de génération... Nous croyons que proposer aux jeunes de se mettre ensemble, au service des autres, est le plus puissant facteur de cohésion pour la France :
 - ⇒ **Généralisation du service civique** qui doit être proposé à tous les jeunes Français, et effectué autant que possible en équipe, avec des jeunes d'horizons différents ;
 - ⇒ **Encouragement du parrainage jeune-salarié, du parrainage de proximité, des mouvements d'éducation populaire basés sur le service des autres** (scoutisme...).

Au-delà des réformes... un engagement partagé

A travers ces propositions, il n'est pas seulement question de réformes techniques ou de mesures budgétaires. Nombre de ces initiatives dépendent de l'engagement de femmes et d'hommes que le prochain Président de la République, le Gouvernement et les futurs députés pourront encourager, soutenir, valoriser, au-delà des clivages.

Nous croyons à la contagion de l'enthousiasme pour sortir de la spirale dépressive qui freine la France. Il existe un gisement d'espérance aujourd'hui dans notre pays : c'est la jeunesse !

Soyons à la hauteur des espérances de la jeunesse. Ayons l'audace de lui transmettre un cadre, des repères, des clés pour grandir, des moyens... et surtout, notre confiance !

Les jeunes générations ont droit à l'éducation. Négliger ce droit, considérer qu'elles peuvent se débrouiller toutes seules et qu'on ne leur doit rien, renoncer à nos responsabilités d'adultes, ce serait le triomphe de l'égoïsme.

Ayons l'audace de l'éducation ! Une éducation solide qui permettra à notre jeunesse de s'humaniser toujours plus, de trouver sa place dans la société et de construire le monde, pour demain, transmettre à son tour.



Centre d'études et d'actions dédié aux jeunes, aux familles et à l'éducation, VERS LE HAUT élabore et diffuse des propositions dans le débat public en s'appuyant sur :

- la participation des jeunes, des familles et des acteurs de terrain,
- des expériences réussies,
- des études et des travaux scientifiques.

Nous voulons contribuer à mobiliser l'ensemble de la société française en faveur de l'éducation, et aider chacun à agir à son niveau.

Nous souhaitons qu'en 2017 les candidats aux élections présidentielle et législatives s'engagent sur des priorités fortes et courageuses en faveur de la jeunesse.

Notre but : porter un projet éducatif ambitieux pour la jeunesse, adapté aux défis du XXI^e siècle.

Rapports déjà publiés

- *Soyons à la hauteur des espérances de la jeunesse*, novembre 2015
- *Vivre, grandir, construire ENSEMBLE* - 50 idées & actions pour lutter contre « le choc des incultures », janvier 2016
- *Pas d'éducateur, pas d'éducation !* - Des initiatives pour attirer les talents au service de l'éducation, mai 2016
- *Education, quel retour sur investissement ?* - Un guide pratique pour mesurer INTELLIGEMENT l'impact social dans l'éducation, juin 2016
- *Ecole : de l'entre-soi à l'entre-nous* - Des initiatives pour la mixité scolaire, septembre 2016

VERS LE HAUT est soutenu par



www.verslehaut.org

IDÉES & ACTIONS EN FAVEUR DE LA JEUNESSE



18 rue Barbès
92 128 Montrouge Cedex

Tél. + 33 (0)1.74.31.62.60
contact@verslehaut.org

www.verslehaut.org